

L'impossible livraison française et européenne des Mistral à la Russie

Au lendemain de l'accord entre la France et la Russie pour le règlement du litige sur les Mistral, il était bon de rappeler pourquoi cette livraison était impossible au grand mépris de ceux qui ne voient qu'un possible arrêt des relations industrielles et commerciales, de ceux qui dénoncent une soit-disant attitude soumise aux Etats-Unis et anti-russe de la France, de ceux enfin qui ne voient que le coût - momentané - supporté, sans y déceler les éléments positifs européens sous-jacents qui devront faire date.

Par François CHARLES

Conseil en stratégie et management, ancien officier de l'armement, président de l'Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe (IRCE)

Avant tout commentaire hâtif, le lecteur sera invité à se reporter à tous les autres articles objectifs écrits sur la crise et au dossier de l'IRCE sur le détail des sanctions européennes et russes en écho. On peut rappeler en quelques mots que, suite aux événements en Ukraine, les Européens ont mis en place d'une part, un embargo sur les importations et exportations d'armes ainsi que de technologies duales à des fins militaires de et vers la Russie élargies à 9 sociétés mixtes, mais non à la vente de biens et technologies à double usage destinés à

l'industrie aéronautique et spatiale ; et d'autre part un gel des avoirs des principales personnes de l'entourage de Vladimir Poutine jugées responsables de la crise. En retour, V. Poutine a gelé l'importation de denrées alimentaires européennes, blâme les Européens, mène des campagnes indirectes de dénigrement des dirigeants, les accusant d'avoir pris le pouvoir européen sans légitimité du peuple, et pratique l'autodafé de fromages lettons ou de pommes polonaises, comme d'ailleurs certains Français le font illégalement avec la viande espagnole... Rappelons aussi que la France avait validé la signature de ce contrat même sous la pression étasunienne.

Dans une interview de juin, V. Poutine répondait à un journaliste russe que - selon le traducteur - « la non livraison des navires, qui auraient du être utilisés en Extrême-Orient, (pour éviter peut-être de dire contre les côtes polonaises, roumaines ou bulgares ou en mer méditerranée.) était sans conséquence pour les capacités de défense de la Russie qui survivra ». Il disait être « persuadé, (afin sans doute d'entretenir son capital sympathie), que la France et ses dirigeants étaient des gens d'honneur, qu'ils rembourseraient, que les sommes versées iront vers d'autres contrats

nationaux (...), et que le dossier était clos », tout en relevant que « la fiabilité était néanmoins désormais affaiblie et douteuse au sein du bloc militaro politique qu'est l'OTAN ». Il réduisait donc ce litige à un simple contrat commercial, comme le pensent certains industriels et une bonne partie de la population qui se permettent de critiquer les décisions prises, pensant également que ces bateaux ne seront jamais vendables ailleurs. Ils oublient que les choix de défense sont des choix politiques et que les exportations de défense en France sont « interdites sauf ». Mais il rajouta que « finalement l'essentiel avait été de donner du travail aux chantiers français ». Cette pseudo bienveillance industrielle minimisant les capacités technologiques exportées et jouant au *sans toi*, pourrait sans doute rejoindre l'affront qui fit Barak Obama, à François Hollande lors d'une réception, considérant la France et les pays européens partenaires comme ses filles, nous rappelant les deux facettes potentiellement changeante du paternalisme, directive ou bienveillante, notamment vis-à-vis de l'article 5 de l'OTAN.

Même si le dernier livre blanc de la défense français n'est pas très européen (voir article IRCE), osons croire que cette

décision française, pays européen de l'OTAN le moins dépendant des Etats-Unis, répond à une cohérence de solidarité européenne pour une fois à l'unisson sur un problème de paix et de sécurité, fondement historique de l'identité de l'Union européenne. Il n'était pas concevable d'exporter à un pays qui menace désormais l'Ukraine, candidate probable à l'intégration, mais surtout aussi directement la Pologne, qui a réellement peur, comme ses proches voisins baltes et roumains, qui resserre ses liens européens et français par ses achats de défense, comme elle avait d'ailleurs envisagé de le faire en 1939, et qui réclame de plus importants signes de sympathie et de reconnaissance.

Merci à M. Poutine pour sa planche à secousse qui permet de trouver de nouveaux marchés, même si le résultat n'est pas homogène car les uns blâment certains autres avec les effets ressentis de la concurrence commerciale interne non suffisamment régulée par la Commission. La Pologne, l'Ukraine et la Roumanie sont lointaines pour un Français qui dose sa solidarité, comme peut-être auparavant quand un basque allait combattre sur le flanc est de la France. Mais une certaine fierté nationale existait, ce qui fait

aujourd'hui défaut au niveau européen, sauf peut être pour le million de bébés né des échanges Erasmus avec d'ailleurs tous les problèmes juridiques induits non résolus ...

Au-delà des aspect commerciaux, il y a peut-être opportunité pour avancer d'une part sur la décision européenne d'exportation de matériel de guerre, d'autre part sur le Buy European Act, consolidant la directive 2009 sur marchés de défense et de sécurité, et enfin sur la mise en place d'une Direction Générale Défense et Sécurité à la Commission européenne.

Par ailleurs, l'histoire fait souvent que les couples se lient et se délient. Les Européens étaient autrefois proches des Russes quand ils étaient ligués contre Napoléon. L'interdépendance est parfois difficile avec les alliés ou anciens alliés de cœur, de nécessité, de voisinage ou avec les anciens envahisseurs. Les antagonismes existent alors que les peuples s'aiment comme nous le prouve la désormais amitié franco-allemande illusoire il y a encore 65 ans. Aussi, et afin de mieux nous comprendre, la Russie, européenne, ne pourrait-elle pas être observatrice des travaux européens comme elle l'a été avec l'OTAN ? Reste à savoir quand...